

## IRLANDE

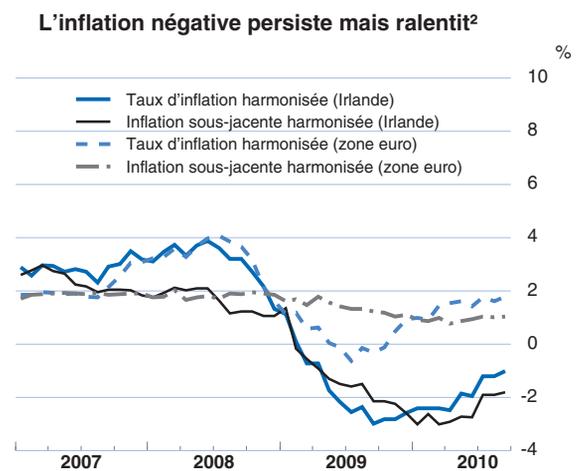
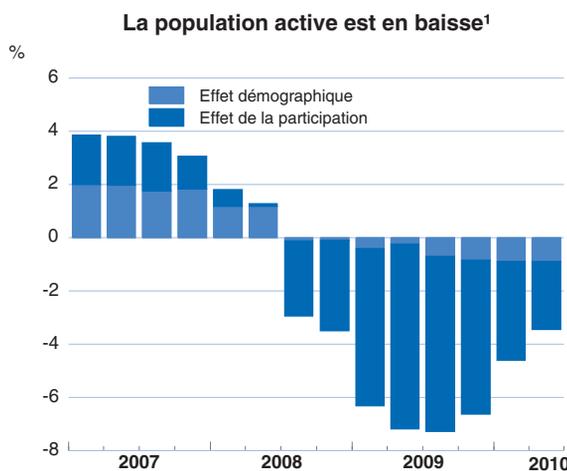
L'économie traverse une période d'ajustements massifs. Les déséquilibres passés sont en voie de résorption dans les banques, sur le marché immobilier, dans le budget de l'État et sur le marché du travail, ce qui a une incidence prononcée sur l'endettement public et le chômage. Après deux années de profonde récession, l'activité semble avoir atteint son point bas au premier semestre de 2010. Une légère reprise devrait intervenir sous l'impulsion des exportations, alors que la demande intérieure restera vraisemblablement peu dynamique. Les autorités prévoient de continuer à mettre en œuvre des politiques visant à rapprocher encore les comptes budgétaires de l'équilibre et à rétablir la compétitivité. Si ces politiques sont maintenues, elles devraient doper l'activité et soutenir la croissance de l'emploi à moyen terme.

La stratégie de restructuration bancaire vise à transférer, à une agence nationale de gestion des actifs, les prêts à risque octroyés pour l'acquisition, l'exploitation ou l'aménagement de terrains et les prêts associés puis à injecter des fonds publics dans les banques en manque de fonds propres. Si cette approche a le mérite de préserver la stabilité bancaire, elle a un coût élevé pour les finances de l'État et suscite des tensions sur le marché de la dette souveraine irlandaise. Il sera indispensable que les autorités précisent puis mettent en œuvre le plan d'assainissement budgétaire sur quatre ans présenté récemment pour atteindre l'objectif ambitieux de ramener le déficit à 3 % du PIB d'ici à 2014.

### Des signes d'une reprise fragile

Si l'économie a temporairement rebondi au premier trimestre de 2010, le PIB réel s'est contracté de façon surprenante au deuxième trimestre. Depuis le point haut du cycle à la fin de 2007, l'activité a reculé de 13,4 %. Néanmoins, elle semble avoir atteint un creux et quelques signes indiquent une fragile reprise, essentiellement alimentée par les exportations, même si la demande intérieure reste faible.

### Irlande



1. Variation de la population active. L'effet démographique correspond à la variation de la population en âge de travailler et l'effet activité correspond à la variation du taux d'activité (pourcentage de variation en glissement annuel).
2. Pourcentage de variation en glissement annuel.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88 et Bureau de Statistiques d'Irlande.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932353279>

## Irlande : Demande, production et prix

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2008)				
Consommation privée	89.7	-1.8	-7.2	-1.2	-0.6	0.8
Consommation publique	30.9	2.8	-4.2	-3.8	-2.7	-0.3
Formation brute de capital fixe	50.1	-14.4	-30.9	-17.9	2.8	1.8
Demande intérieure finale	170.7	-4.7	-12.3	-4.8	-0.5	0.7
Variation des stocks <sup>1</sup>	1.4	-0.8	-1.4	0.7	0.2	0.0
Demande intérieure totale	172.2	-5.5	-13.8	-4.0	-0.3	0.7
Exportations de biens et services	152.4	-0.8	-4.2	9.8	6.7	5.8
Importations de biens et services	135.3	-2.9	-9.8	7.5	6.2	5.0
Exportations nettes <sup>1</sup>	17.1	1.4	3.8	3.2	1.8	1.9
PIB aux prix du marché	189.3	-3.6	-7.6	-0.3	1.5	2.5
Déflateur du PIB	—	-1.4	-4.0	-1.7	0.7	1.2
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	3.1	-1.7	-1.6	0.9	1.2
Déflateur de la consommation privée	—	2.8	-4.1	-2.1	1.0	1.2
Taux de chômage	—	6.0	11.7	13.6	13.6	12.6
Solde des administrations publiques <sup>2,3</sup>	—	-7.3	-14.2	-32.3	-9.5	-7.4
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	—	-5.6	-3.0	-0.3	0.7	3.2

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

- Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
- En pourcentage du PIB.
- Le déficit inclut l'effet des mesures ponctuelles de recapitalisations dans le secteur bancaire.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932355027>

### La récession a gravement réduit l'emploi

Le taux de chômage a atteint 13.2 % au deuxième trimestre de 2010 et la population active s'est fortement contractée. La diminution globale du taux d'activité a été de 1.2 points de pourcentage pour l'ensemble de la population d'âge actif, alors que, dans le groupe des 20 à 24 ans, elle a été de 4.7 points de pourcentage. L'émigration, qui a représenté, selon les estimations, près de 2.3 % de la population active au cours de l'année qui s'est achevée au deuxième trimestre de 2010, continue aussi de jouer un rôle dans l'ajustement du marché du travail. Le chômage de longue durée s'est également fortement accru, faisant craindre encore davantage que le chômage conjoncturel ne devienne structurel.

### Le marché de l'immobilier continue de se contracter

Le marché de l'immobilier a continué de se contracter au premier semestre de 2010. Au cours de l'année qui s'est achevée en août 2010, aussi bien le nombre total de maisons achevées que le nombre de nouveaux permis ont diminué de 48 %. La chute des prix des biens immobiliers semble s'être ralentie, bien que des différences soient observées entre les régions : elle s'est en fait accélérée à Dublin, alors qu'elle s'est modérée en dehors de la capitale. La valeur de l'immobilier commercial continue de diminuer dans tous les secteurs, mais lentement.

**L'inflation négative persiste, mais une remontée s'amorce**

Bien que l'inflation reste négative, une remontée s'amorce. L'inflation harmonisée (IHPC) était de -0.8 % en octobre 2010 (en rythme annuel), soit un niveau moins négatif qu'auparavant, alors que l'IPC national (qui tient compte des coûts des logements) s'est accru de 0.7 % durant la même période. L'inflation de base ne devrait augmenter que modérément en 2011, avec la persistance d'une marge de capacités non utilisées qui continuera de peser sur les prix à la consommation. Il est prévu que l'inflation progresse en 2012, mais il est peu probable qu'elle dépasse de beaucoup 1 %.

**Une légère reprise de la demande intérieure est attendue**

La croissance devrait reprendre en 2011, grâce à l'investissement non résidentiel et aux exportations. Il est prévu que la consommation privée se contracte encore en 2011 et connaisse un redressement peu marqué en 2012. Les dépenses demeureront faibles, car le chômage devrait rester élevé et les nouvelles mesures d'austérité budgétaires pèseront sur la croissance de la demande intérieure. Le taux de chômage ne devrait diminuer que modérément à compter du milieu de 2011, car la reprise de l'activité sera alimentée par les secteurs exportateurs, qui sont moins intensifs en emplois que les secteurs orientés vers le marché intérieur. La balance des opérations courantes devrait afficher un excédent dès 2011.

**Le processus d'assainissement budgétaire en cours est bienvenu**

Le budget de 2010, qui prévoyait un effort de rigueur équivalent à 2.5 % du PIB, a largement contribué au processus de stabilisation des finances publiques, encore que le déficit budgétaire général soit appelé à augmenter temporairement, sous l'effet du coût des mesures de sauvetage du secteur bancaire. Face à la progression rapide de l'endettement public et aux préoccupations des marchés obligataires quant aux risques souverains, les autorités ont annoncé un plan budgétaire sur quatre ans, qui vise à ramener le déficit public à 3 % du PIB en 2014, comme requis par l'Union européenne. Les prévisions actuelles tablent sur l'hypothèse que ce plan sera pleinement mis en œuvre, avec une concentration des mesures d'assainissement en 2011 (environ 3.7 % du PIB) et une poursuite de l'effort en 2012 (environ 2 %). Dans ces conditions, l'écart de taux d'intérêt à long terme par rapport à l'Allemagne devrait revenir à 2 points de pourcentage environ à la fin de 2012. Il est indispensable de préserver la crédibilité de la politique économique pour minimiser les risques liés à des épisodes de volatilité des marchés et il faudra pour cela que les autorités fassent montre de détermination et qu'existe un consensus politique.

**Les risques entourant la reprise**

L'approche de l'Irlande face aux problèmes du secteur financier a le mérite de la transparence et devrait permettre de remettre sur pied le secteur bancaire, une fois restructuré. Mais l'enjeu est de sevrer ce secteur du soutien public et de stabiliser l'endettement public malgré la reprise peu vigoureuse et les préoccupations des marchés concernant les risques souverains. En tant que petite économie ouverte, l'Irlande verra son sort lié étroitement à la vigueur de la reprise au niveau mondial. Du côté positif, l'importante amélioration de la compétitivité des prix et des coûts, si elle persiste, devrait contribuer à doper les exportations et favoriser une reprise de la croissance de l'emploi à moyen terme.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2010-2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2010), « Irlande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2010-2-22-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-22-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).